

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Conseil de sécurité de l'Onu: le Gabon plaide pour l'arrêt du financement des groupes armés

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

AU lendemain de la déclinaison de son plan d'actions de sa présidence durant ce mois d'octobre, le Gabon, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, a présidé, jeudi dernier, une réunion de haut niveau du Conseil de sécurité des Nations unies.

Axée sur la thématique du "renforcement de la lutte contre le financement des groupes armés et terroristes par le trafic illicite des ressources naturelles", cette réunion lui a permis de faire un plaidoyer sur l'arrêt du financement des groupes armés. "Le continent africain regorge d'innombrables ressources naturelles, a dit le chef de la diplomatie gabonaise. Ces ressources, qui font la fierté du continent, sont malheureusement au cœur d'un trafic bien organisé qui contribue à semer la terreur au sein de nos villes et villages au centre desquels, les populations,



Le ministre des Affaires étrangères lors de son plaidoyer.

de manière indiscriminée, subissent des atrocités", a-t-il précisé.

S'il est vrai que de nombreux groupes terroristes et armés pillent les ressources naturelles du continent, à travers ces guerres interminables, le Gabon entend se servir de cette plateforme pour prôner la paix et la sécurité. "Ce Conseil doit se saisir, au-delà du présent débat, de cette alarmante situation dont sont victimes plusieurs régions du continent africain, et y apporter des solutions urgentes à la mesure de la saignée et de la détresse qui découlent du financement des groupes armés et terroristes. L'ampleur de la

tâche commande une riposte multidimensionnelle alliant sécurité et développement".

Aussi, conclut-il, "le Gabon plaide pour que le Conseil de sécurité renforce ses mécanismes de répression des réseaux de financement des groupes armés en Afrique par le pillage des ressources naturelles et soutienne, sans réserve, les efforts ainsi que le plaidoyer du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, dans ce moment critique où le continent est en proie à la prolifération des groupes armés, aux assauts des groupes terroristes et d'autres menaces asymétriques à la paix et à la stabilité".

Législatives partielles: guerre "ouverte" entre le PDG et le PSD

Landry EKOMBA NDOMBE
Mekambo/Gabon

L'ELECTION législative partielle à venir sur le 2^e siège du département de la Zadié (Mékambo), dans l'Ogooué-Ivindo, suscite un vif intérêt. En effet, Pierre-Claver Maganga Moussavou, en personne, président du Parti social-démocrate (PSD), a effectué le déplacement de Mékambo pour prêter main-forte à son poulain, Marcel Dimbalibadi.

En compagnie de ce dernier, le leader du PSD a sillonné les 10 villages de la contrée. Égal à lui-même, le "bouvier de Moutassou" a tiré à boulets rouges sur le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG), Franck Bokamba, démissionnaire de son écurie politique. Pour l'ancien vice-président la République, le fait que Franck Bokamba brigue

à nouveau les suffrages des populations sous la bannière, cette fois, du parti au pouvoir relève purement de l'indécence. Du côté du "parti de masse", le membre du Comité permanent du Bureau politique, Alain-Claude Bilie-By-Nze a également effectué une descente à Mékambo. Le membre du gouvernement a demandé aux électeurs de "voter utile". Non sans relever que le choix de Franck Bokamba comme porte-étendard du PDG relève du pouvoir discrétionnaire du "Distingué-camarade-président", Ali Bongo Ondimba. L'occasion faisant le larron, l'émissaire du PDG a répliqué en bonne et due forme aux attaques du président du PSD.

La bataille électorale entre le PSD et le PDG s'annonce d'ores et déjà rude.



Les électeurs du 2^e siège de la Zadié auront à choisir entre le candidat du PDG (G) et celui du PSD (D) les représentera à l'Assemblée nationale.

Entre nous soit dit

Est-ce vraiment la faute au temps qui passe trop vite ?

Teddy OSSEY*

QUAND le président de l'Assemblée nationale, le ci-devant honorable Faustin Boukoubi en vient à sonner l'hallali, cela se doit d'être apprécié avec minutie et gravité. Serions-nous arrivés au point de rupture ? Telle devrait être l'interrogation. Car ici, les propos tenus sont loin d'être une simple alerte de circonstance mais bien au contraire, il y a là comme une sorte de componction.

Le péché serait encore plus grand de penser ou de croire que nous avons simplement à apprécier un bon mot qui viendrait juste se situer en une occasion donnée et ce afin de faire effet à la suite de l'imparable paradigme édicté par feu Omar Bongo Ondimba au crépuscule de son parcours. Certes, on pourrait un temps se soustraire de la culpabilité de Caïn.

Cette fuite en avant ne peut ni suffire ni encore moins

d'être considérée comme une absolution. Car ce Gabon qui a les yeux grandement ouverts et qui regarde est loin du vénial et refuse avec force le sacrement de pénitence et de réconciliation. Le peuple, parce que trop longtemps docile et compatissant, pourrait aller jusqu'à l'abjuration et c'est là tout le sens qu'il faut tirer de ce cri d'éveil émis par le président de la première chambre du Parlement. Même si de toutes parts, la responsabilité est collective et par évidence partagée, il est d'un fait établi qui dispose que ce que le peuple trouve de peu, lapidaire, insuffisant et voire de transgressif, la charge en premier ressort est portée par le gouvernement. La parabole biblique dans le cas présent ne doit pas être prise ou analysée par un prisme métaphorique. La simple transposition dit que ces yeux qui aujourd'hui regardent ont hier adhéré et opté pour une offre politique faite d'espérance et qui semblait

être en adéquation avec ses attentes. Il est à craindre que le désenchantement et la désillusion aient dissous et fait fondre tous ces espoirs.

Boukoubi dit une chose qui est si simple et que l'on pourrait résumer par le temps nous est compté. Car, ses yeux qui regardent attendent vaillance, détermination et abnégation pour qu'enfin arrivent le concret et le palpable. Oui, il est impératif de se départir des discours, des intentions incantatoires et de toujours promettre et sans cesse remettre le meilleur pour demain. Alors que pour le peuple, c'est son quotidien qui devrait être l'urgence.

Gare à ce que cette aspiration ne devienne une Arlésienne ou une gageure. Bassé!

* Chroniqueur